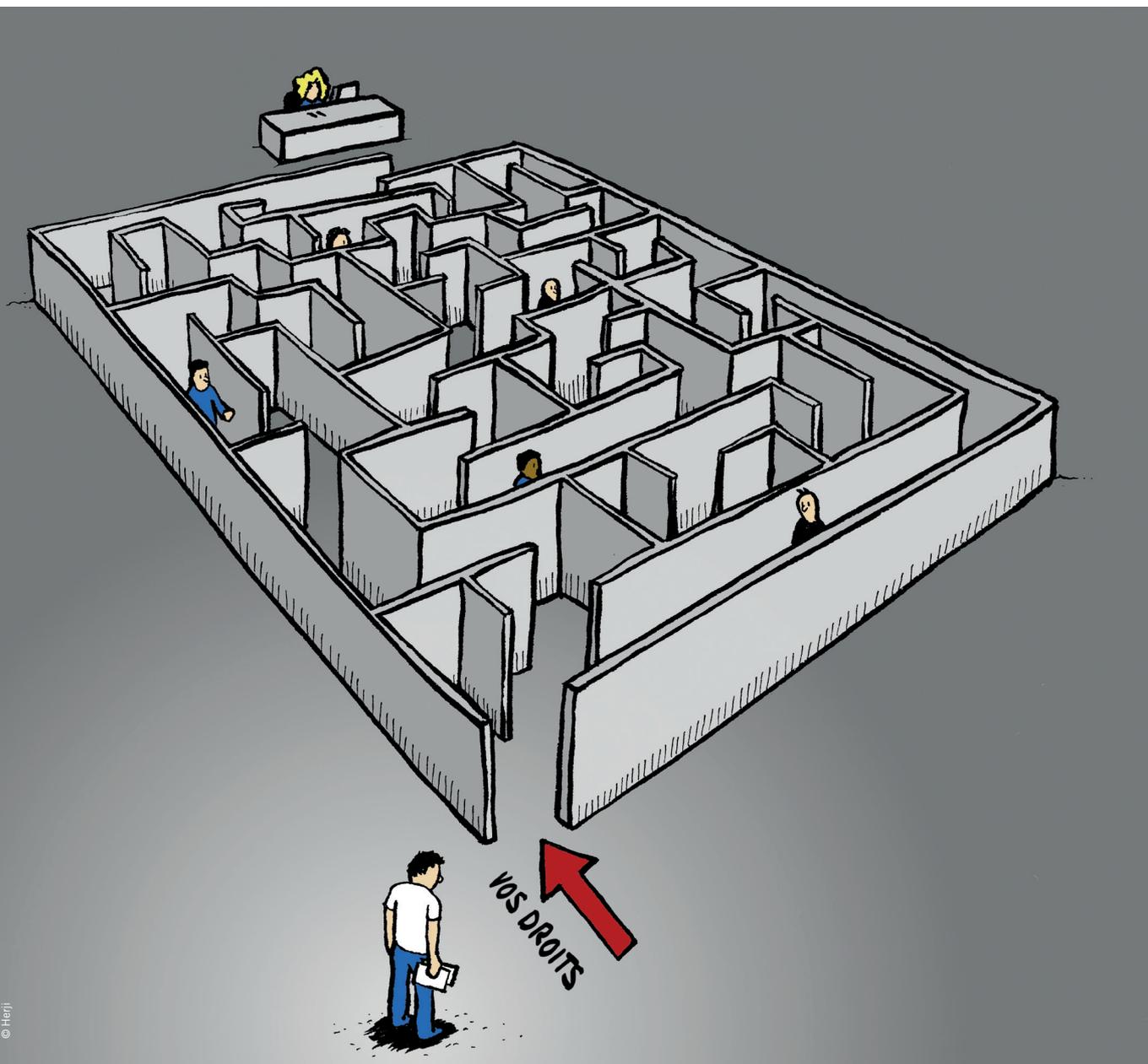


RAPPORT ANNUEL 2018



INDÉPENDANT, ENGAGÉ, SOLIDAIRE

WWW.CSP.CH/GENEVE

MISSION DU CSP

Le Centre social protestant est une institution sociale privée active à Genève depuis 65 ans. Chaque année, il propose une aide professionnelle à quelque 11 000 personnes qui vivent en situation de précarité, de marginalité ou d'isolement. Solidaire et indépendant, il s'engage auprès de chacun, sans distinction de confession ou d'origine. Son travail de terrain et ses prises de position en font un acteur incontournable de la promotion de la justice sociale à Genève. Le CSP vit principalement de dons.

FAIRE UN DON

CCP 12-761-4
IBAN CH41 0900 0000 1200 0761 4

SOMMAIRE

© Olivier Cairard



© Lorette Ecoretti



© Demir Sönmez



LE MOT DE LA PRÉSIDENTE	P. 4
LE MOT DU DIRECTEUR	P. 5
LE MOT DU TRÉSORIER	P. 6
POINT FORT EN 2018	P. 7
SERVICES DE CONSULTATION	PP. 8-11
ACTION POUR L'INSERTION ET CONTRE L'ISOLEMENT	PP. 12-13
L'AIDE DES BÉNÉVOLES	P. 14
SUBVENTIONS PUBLIQUES	P. 15
BILAN ET COMPTE D'EXPLOITATION	PP. 16-19
REMERCIEMENTS	P. 20

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

Le CSP, c'est plus de 150 professionnels aux profils différents. Leur dénominateur commun ? Mettre leurs forces et leurs compétences au service de la dignité humaine.

« Bravo aux gars du CSP ! Ils sont super efficaces et adorables. On a beaucoup de chance d'avoir des gens comme ça ! » Ce message, je l'ai reçu d'une personne qui venait de faire débarrasser une pièce entière remplie de cartons et de meubles et qui les retrouvait impeccablement rangés dans le camion du CSP. Il m'a fait chaud au cœur et me donne l'occasion de rendre hommage dans ce rapport d'activité aux collaboratrices et collaborateurs du CSP. Ce sont eux qui depuis 65 ans font vivre l'institution et forment sa réputation.

Salariés ou en activité de réinsertion, ce sont plus de 150 personnes d'horizons, de parcours de vie et de formations très divers, qui s'accordent pour mettre leurs compétences et leurs forces au service de la dignité humaine.

Les « gars » en question, ce sont les personnes qui travaillent dans les Renfiles et les boutiques du CSP, dont l'activité assure plus de 30% des revenus du CSP. Dans un contexte de commerce de détail déprimé et après deux années de baisse du chiffre d'affaires, ils ont réussi par leur engagement enthousiaste à inverser la tendance et réalisé un chiffre d'affaires qui dépasse les objectifs fixés.

Ce sont aussi les assistants sociaux et les juristes des services de consultation, qui disposent au CSP d'une structure agile qui leur permet de chercher les solutions les mieux adaptées aux besoins des personnes et des familles qu'ils soutiennent. Leur multidisciplinarité leur donne la vision globale nécessaire pour accompagner les personnes en difficulté, qui sont de plus en plus confrontées à des problèmes en « multipack », selon le mot d'un ancien directeur. Par leur accueil, leur écoute et le suivi des consultants, ils les aident à rétablir la situation et à retrouver de l'autonomie.

Être quotidiennement confrontés à des situations d'injustice et d'exclusion pousse les professionnels du CSP à agir sur les causes, à réfléchir et à promouvoir des actions sur le plan collectif, à interpeller les autorités. L'expertise du CSP est largement reconnue et il participe régulièrement à des programmes cantonaux de lutte contre la pauvreté. L'opération Papyrus en est un exemple récent, tout comme la participation du CSP au comité de pilotage cantonal chargé d'élaborer un plan d'action contre la pauvreté.

« Au CSP, plus de 150 employés d'horizons et de formations très divers mettent leurs compétences et leurs forces au service de la dignité humaine. »

Chaque fois que je les rencontre, je suis frappée par la qualité de l'engagement des collaboratrices et collaborateurs du CSP. Il y a une « culture CSP », et une certaine fierté qui s'exprime avec ces mots d'un juriste dans un numéro récent du journal « Les Nouvelles » : « C'est gratifiant d'utiliser ses compétences et son énergie au service de personnes qui ont un grand besoin d'aide de la part d'une institution comme la nôtre ».

Oui, vraiment, bravo et merci aux gens du CSP !

Louise Martin, présidente



LE MOT DU DIRECTEUR

Qu'est-ce que le CSP en 2019 et qu'est-ce qui fait sa différence? Engagé il y a dix ans à la tête de ce navire amiral, Alain Bolle fait le point sur les atouts de l'association et les défis qui l'attendent.

Voilà un peu plus de dix ans que le comité du CSP a décidé de me faire confiance. Quoi de neuf en une décennie? Le CSP est toujours perçu comme un acteur incontournable, influent, sentinelle, qui effectue du plaidoyer sociopolitique de qualité.

Il demeure une référence dans le paysage genevois et dispose à travers ses collaborateurs-trices d'experts métier reconnus. Ses services sont des pôles d'excellence dans différents domaines. Les solutions qu'il propose sont simples et adéquates grâce à l'agilité de sa structure. Son indépendance lui permet d'être audacieux, innovant et créatif.

« Depuis 65 ans, le CSP est perçu comme un acteur incontournable, influent, sentinelle, qui effectue du plaidoyer sociopolitique de qualité. »

En dix ans, le budget du CSP est passé de 5,325 millions (2008) à 9,170 millions (2019). Rien n'aurait été possible sans l'apport de financements privés. Indépendant grâce à la pluralité de ses ressources – cette année encore, la part du budget couvert par l'État ne dépasse pas 8% –, le CSP reste cependant fragile. Année après année, la recherche de fonds reste un défi majeur. Après deux années plus difficiles, les résultats de son secteur des ventes sont repartis à la hausse en 2018.

Les activités du CSP n'ont cessé de s'étoffer et de s'intensifier ces dix dernières années. Le surendettement d'une partie de la population vulnérable charge nos permanences sociales et c'est avec regret que nous ne pouvons répondre à toutes les demandes qui nous sont adressées. Ailleurs, c'est notamment l'allongement des procédures et la difficulté d'accès aux prestations publiques qui expliquent que nos services de consultation sont saturés.

Aussi, la récente parution d'une étude sur le non-recours aux prestations sociales est-elle appelée à faire date dans l'histoire sociale de notre canton. Le CSP a pris une part active à l'élaboration de cette recherche pilotée par deux chercheuses de la Haute École de travail social et la Haute École de santé de Genève. Grâce à elle, nous disposons enfin d'une vue d'ensemble qui confirme que la

question du non-recours aux prestations sociales est un sujet de préoccupation majeur.

Lorsque les personnes confrontées à des difficultés n'ont pas accès à temps à des aides appropriées, leur situation risque de se dégrader, parfois à un point tel qu'il leur devient beaucoup plus difficile, voire impossible de remonter la pente. À cela s'ajoute le calvaire que vivent nombre de nos concitoyens lorsqu'ils s'adressent aux administrations censées leur venir en aide. Suspicion, manque d'écoute, renvois d'une administration à l'autre, multiplicité des documents à remplir : à la détresse initiale s'ajoutent trop souvent un sentiment d'incompréhension, l'impression d'être un citoyen de seconde zone et celle d'être traité comme un présumé coupable dans une situation déjà suffisamment pénible en elle-même.

Si une hirondelle ne fait pas le printemps, nous escomptons beaucoup des changements annoncés par le suivi du Rapport sur la pauvreté. Ils présagent d'une organisation sociale différente dans notre canton, notamment dans le domaine de l'hébergement, de l'aide sociale et de l'accès aux prestations. Autant de sujets sur lesquels le CSP garde un œil professionnel et engagé.

Votre soutien solidaire et fidèle nous permet année après année de poursuivre notre mission. Merci à vous!

Alain Bolle, directeur



© Rebecca Bowring

LE MOT DU TRÉSORIER

L'année 2018 se solde par un déficit de quelque CHF 29 000. Ce résultat s'explique notamment par une baisse des dons et des appels qui n'a pas été compensée par la légère hausse du chiffre d'affaires de nos lieux de vente ni par celle des dons extraordinaires. La solidarité et le soutien de nos donateurs sont plus que jamais indispensables.

En 2018, le total des dons et des appels s'est élevé à CHF 999 747. Ce chiffre est en baisse par rapport à 2017. Les subventions, quant à elles, se sont montées à CHF 829 534.

Depuis l'année dernière, nos recettes d'activités et d'exploitation ont augmenté. Elles s'élèvent à CHF 4 133 945. Le chiffre d'affaires du secteur des ventes a atteint CHF 3 405 727, il dépasse celui qui avait été budgété de CHF 21 127.

Nos charges d'exploitation pour l'année 2018 se sont élevées à CHF 8 868 662. L'essentiel de ce montant a été affecté à nos missions, prestations sociales et projets.

De même qu'en 2017, notre exercice 2018 a été marqué par d'importants dons extraordinaires, qui se sont montés à CHF 891 388. Cela nous a permis d'attribuer CHF 699 860 dans notre budget 2019 au titre de tiers du solde du fonds de régulation. Nous terminons l'année par un résultat négatif de CHF 29 182.

Notre situation financière demeure toujours hautement dépendante de l'évolution des dons qui nous sont faits, des subventions qui nous sont accordées et des résultats de notre secteur des ventes. C'est uniquement en tenant compte de ces divers éléments que le CSP pourra poursuivre ses multiples activités.

Nous exprimons notre plus vive reconnaissance à tous les particuliers, collectivités publiques, fondations et sociétés qui nous ont permis durant 2018 de soutenir, par des dons parfois très importants, les personnes les plus faibles de notre société. C'est grâce à chaque donateur et au produit de nos diverses activités que nous parvenons à maintenir des finances saines, ce qui est loin d'être facile.

Paul Barbey, trésorier

LE COMITÉ DU CSP

MEMBRES

Louise Martin, présidente
Bernard Vischer, vice-président
Paul Barbey, trésorier
David Amsler
Elisabeth Conne-Perréard
Didier Fischer
Laurence Levrat-Pictet
(participe depuis le 21 juin 2018)
Etienne Nagy
Jean-Michel Perret
Véronique Sieber
Paul-Olivier Vallotton

DÉLÉGUÉ DE L'ÉGLISE PROTESTANTE DE GENÈVE

André Binder

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL

Adrien Busch
Rémy Kammermann
Marie Leblanc-Rigal

MEMBRES AVEC VOIX CONSULTATIVE

Alain Bolle, directeur
Carine Fluckiger, responsable communication et recherche de fonds
Anne Maia, responsable administration et finances

UNE ANNÉE AU CSP

POINT FORT EN 2018

Le secteur des ventes du CSP s'est retroussé les manches en 2018 pour repenser toute sa stratégie en matière de développement durable et de marketing. Gestion des déchets, « upcycling » de mobilier, réagencement des magasins et refonte des supports: ce profond remaniement produit déjà des effets visibles et prépare l'ouverture, en 2021, d'une brocante « new style » à l'espace Tourbillon.

LA SECONDE MAIN FAIT PEAU NEUVE

Le service des ventes remplit trois missions essentielles au cœur du CSP :

- › proposer des articles de qualité à des prix bas pour tous ;
- › offrir des places de réinsertion aux personnes en reconversion professionnelle ;
- › contribuer au financement des prestations gratuites du CSP.

Avec la perspective de minimiser toujours plus notre impact environnemental, l'année 2018 a vu la réalisation de plusieurs choix stratégiques. Ainsi, le tri et le recyclage des déchets ont été améliorés. Désormais, ce sont 95 % de nos déchets textiles qui sont ainsi recyclés. Idem pour les déchets électroniques et les objets en bois, recyclés avec un taux proche de 100 %. Ces bons résultats sont à mettre sur le compte de nouveaux partenariats ainsi que d'un travail toujours plus rigoureux effectué par nos équipes.

Ils s'appellent les « PnGers » (il manque deux personnes sur la photo). Ils ont apporté leurs connaissances au CSP, avec un incroyable élan de générosité et d'efficacité. Grâce à ce transfert de compétences de spécialistes du marketing et des finances de Procter&Gamble, le CSP a pu avancer sur une stratégie marketing pour ses lieux de ventes. Un nouveau concept graphique est d'ores et déjà sous toit et un cycle de rénovation et de transformation a démarré avec la boutique de la Jonction et la Renfile de Plan-les-Ouates.

Afin que les activités du CSP soient toujours plus « éco-responsables », des ateliers ont été mis en place avec l'objectif de réparer et de transformer une partie des objets que nous étions contraints de jeter auparavant. Ce travail de transformation et de réparation d'objets est passionnant. Il correspond aux attentes de notre clientèle, mais nécessite de nouvelles compétences. C'est donc de nouveaux recrutements de collaborateurs et des nouvelles formations de nos équipes qui ont commencé en 2018 et qui vont se poursuivre ces prochaines années.



© Olivier Carrard



© DR



© Olivier Carrard

L'AIDE DU CSP

SERVICES DE CONSULTATION

Champs d'expertise par excellence du CSP, le social et le juridique y sont étroitement imbriqués. Aussi nos deux services tirent-ils des constats convergents : outre une précarité toujours préoccupante à Genève, les accompagnements tendent à s'allonger du fait de la complexité de l'accès aux prestations.

1064
DEMANDES À NOS
PERMANENCES

1008
DOSSIERS ACTIFS

329
DOSSIERS
OUVERTS POUR
UN PROBLÈME
DE SURENDETTEMENT

ACTION SOCIALE

Le Service social propose un appui personnalisé lors de démarches administratives, un soutien psychosocial, des interventions auprès des services officiels et privés, des conseils sur la gestion d'un budget et un accompagnement pour l'assainissement de dettes.

La précarité est une réalité grandissante à Genève que le CSP mesure à travers divers indicateurs. Sur le plan humain, cela se traduit par de longues files d'attente lors de nos permanences. Cette situation génère des frustrations et de la détresse pour celles et ceux qui se présentent avec l'espoir d'être reçus.

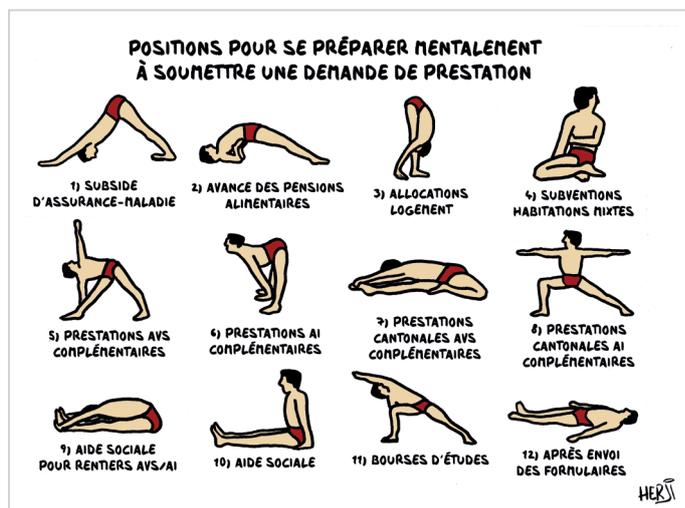
Comment concilier notre mission pour toutes et tous avec les moyens dont nous disposons ? En 2018, le Service social a répondu à 1064 demandes d'aide – un chiffre en augmentation malgré l'introduction de mesures visant à ajuster le nombre de sollicitations à nos capacités en termes de volume de démarches et d'accompagnement. Cet état de fait occasionne une surcharge et une pression qui sont également visibles dans d'autres services sociaux privés.

Autre indicateur d'une précarité grandissante dans le canton : pour la première fois, notre Service social a été confronté à un épuisement total de ses fonds de dépannage internes. Des demandes pour un montant total de près de CHF 670 000 ont été

effectuées auprès de différentes fondations. Cela démontre à quel point les difficultés financières de tout ordre touchent les personnes que nous accompagnons. Ces difficultés peuvent être liées à plusieurs facteurs : des accidents de la vie, mais aussi des salaires insuffisants, des emplois précaires, le poids des charges courantes, les obstacles que rencontrent les personnes seules et les familles pour accéder à des prestations sociales qui, pourtant, ont été mises en place pour soulager les plus précaires (allocations logement, prestations complémentaires familiales, etc.).

Nous constatons que l'accès à ces prestations est toujours difficile et complexe, et que l'information proposée en amont n'est de loin pas suffisante. Il en résulte un allongement considérable de la durée de nos accompagnements, une fragilisation de la population qui nous consulte et, au final, la mise en péril de la cohésion sociale dans notre canton.

© Herji



PRÉVENIR LE SURENDETTEMENT DES JEUNES

Le Service social du CSP poursuivait en 2018 son activité de sensibilisation des jeunes de 16 à 25 ans dans les écoles du post-obligatoire à la problématique du surendettement. Grâce à la pérennisation du partenariat qui nous lie au Département de l'instruction publique, 120 interventions ont été reconduites en 2018-2019. Ces ateliers, qui s'étendent désormais aux collèges du canton, permettent de toucher quelque 2200 jeunes par année.

SOUTIEN JURIDIQUE

Le Service juridique propose des consultations et un accompagnement juridiques dans des domaines tels que le droit de la famille, les assurances sociales, les permis de séjour et le droit du travail. Le premier contact se fait par notre permanence téléphonique. Le cas échéant, un rendez-vous est ensuite fixé et un dossier ouvert.

En 2018, le Service juridique du CSP a répondu à plus de 890 appels lors des permanences téléphoniques et ouvert près de 280 nouveaux dossiers. Le nombre de dossiers en traitement au cours de l'année s'élève à 790. Ce chiffre en augmentation est dû à la durée des procédures qui s'étendent souvent sur plusieurs années.

Parmi les éléments malheureusement récurrents de notre activité, nous constatons une fois encore que rien n'est fait pour faciliter l'accès aux droits sociaux, le renouvellement d'un permis de séjour ou les démarches de séparation. Comme le Service social, nous souhaitons depuis longtemps que des mesures soient prises pour une amélioration de l'accès aux droits et une simplification des procédures.

De fait, la complexité des procédures dresse autant de barrières qui laissent le simple citoyen démuni face à l'administration ou la justice et qui sont indubitablement à l'origine de nombreuses renonciations à des prestations indispensables. Rien n'est plus désespérant que des décisions incompréhensibles rendues dans un jargon indéchiffrable et qu'aucun fonctionnaire ne prend la peine d'expliquer dans un langage accessible. Les retards de certains services sont une autre source de frustration pour les personnes qui attendent le renouvellement d'un permis, une bourse d'études ou une décision de l'AI.

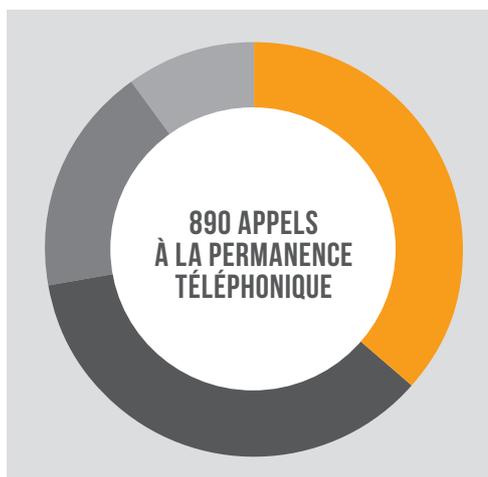
Notre service a pour vocation première de guider les consultants dans ce dédale juridique et de les aider à faire valoir leurs droits afin d'éviter une péjoration de leur situation. Si nos interventions permettent généralement de rétablir nos consultants dans leurs droits, elles ont malheureusement peu d'effets sur la situation générale. C'est pourquoi nous essayons également, par des interventions auprès des milieux politiques et des directions de services, de témoigner de ces dysfonctionnements, afin que notre travail serve également aux personnes qui n'ont pas la possibilité d'accéder à notre permanence.

L'OPÉRATION PYPYRUS DU POINT DE VUE DU CSP

Papyrus a mobilisé le Service juridique du CSP tout au long de l'année 2018. Cette action qui, rappelons-le, contribue à lutter contre la grande précarité dans le canton, a été possible grâce à l'engagement de ressources humaines supplémentaires. Depuis le début de l'opération, près de 250 personnes ont été accompagnées sur le chemin de la régularisation. À ce jour, 150 permis ont été délivrés. Plus de 100 dossiers déposés n'ont pas reçu de réponse définitive et nous occuperont encore en 2019. En dehors de la tenue de permanences et du suivi des dossiers individuels, le CSP est également étroitement associé au suivi politique de l'opération et à la mise en place de son évaluation qui est prévue pour l'automne 2019. Aujourd'hui, notre regard est tourné vers l'avenir, puisque nous avons bon espoir que la plupart des critères mis en place dans le cadre de Papyrus subsistent et s'appliquent désormais à toutes les procédures de régularisation de personnes sans papiers.



© Alberto Campi



- DROIT DE LA FAMILLE (326 APPELS)
- DROIT DES ÉTRANGERS (318 APPELS)
- DIVERS (158 APPELS)
- ASSURANCES SOCIALES (88 APPELS)

L'AIDE DU CSP

SERVICES DE CONSULTATION

Acteur de référence sur les questions du droit d'asile, le Service réfugiés du CSP s'appuie sur les compétences d'une équipe pluridisciplinaire comprenant, outre des juristes, une assistante sociale et un chargé d'information. Présent dans les débats publics sur ce sujet souvent mouvementé, il anime le réseau genevois d'associations actives en matière d'asile et pose un regard global sur la réalité quotidienne des réfugiés.

2576

PERSONNES
REÇUES
EN ENTRETIEN

L'AIDE AUX RÉFUGIÉS

L'année 2018 a été marquée de manière générale par une baisse du nombre de demandes d'asile en Suisse et en Europe. Cette diminution n'est malheureusement pas due à la fin de conflits ou à la chute de dictatures, mais de la fermeture de l'Union européenne, qui se barricade toujours plus derrière ses frontières extérieures. Ainsi en 2018, 23 000 personnes en exil ont traversé la Méditerranée centrale vers l'Italie ou Malte. À titre de comparaison, elles étaient encore près de 120 000 l'année précédente.

1297

PERSONNES
REÇUES
DANS LES
PERMANENCES

Cette baisse ne se fait pas sentir au niveau de l'activité du Service réfugiés, puisque de nombreuses procédures qui ont été entamées des années plus tôt suivent encore leur cours. Le service comptabilise un record de 1300 personnes reçues dans ses permanences en 2018. Ces entrées débouchent régulièrement sur un suivi à moyen, voire à long terme.

2018 a aussi été marqué par un durcissement à l'encontre des demandeurs d'asile érythréens. Cédant à une pression politique exercée par les adversaires habituels du droit d'asile, le Secrétariat d'État aux migrations a adopté de nouvelles pratiques et le Tribunal administratif fédéral a modifié

sa jurisprudence. De jeunes Érythréens, qui risquent de subir de graves sanctions pour avoir quitté leur pays illégalement ou de se faire enrôler dans un service national qualifié de travail forcé, théâtre de nombreuses violences, reçoivent désormais des décisions de renvoi. Pour l'heure, ces expulsions ne peuvent pas être exécutées et ces jeunes gens, souvent arrivés mineurs en Suisse, se retrouvent soumis au régime infrahumain de l'aide d'urgence, privés de possibilité de formation ou de travail. Et ce, pour une durée indéterminée.

C'est donc aux côtés d'une communauté érythréenne très angoissée que se sont tenus les collaborateurs du Service réfugiés. Cet état d'alarme était aggravé, au début de l'été, par le suicide du jeune Yemane, qui a perdu pied après avoir reçu une décision négative assortie d'une admission provisoire. Tout au long de l'année, l'équipe du Service réfugiés a prodigué des conseils juridiques et sociaux, tenu des séances d'information collectives, répondu aux multiples sollicitations du réseau, informé les médias, participé étroitement à la relecture de requêtes ou de rapports sur le sujet. Par le biais de la large palette de compétences qu'il propose, le CSP continue d'être, contre vents et marées, ce pilier indispensable du réseau associatif genevois dans le domaine de l'asile.

© DR



VICTOIRE EN MATIÈRE D'AIDE D'URGENCE

À côté de son intense activité juridique et sociale, le CSP s'engage aux côtés d'autres associations pour faire avancer des causes collectives. En 2018, il a joué un rôle majeur dans la « Coalition article 12 », créée pour s'opposer à l'entrée en vigueur d'une procédure kafkaïenne en matière d'octroi de l'aide d'urgence pour les demandeurs d'asile déboutés. Cette mobilisation fut couronnée de succès, puisque l'autorité compétente a finalement décidé d'abandonner son nouveau dispositif.

TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

Depuis 2014, le CSP propose un service de conseil et de suivi juridiques destiné aux victimes de la traite. Une Helpline (0800 20 80 20) permet aux victimes et aux témoins de poser leurs questions de manière confidentielle et gratuite.

Depuis sa création au sein du Service juridique du CSP, le Service d'assistance aux victimes de traite connaît une expansion de ses activités, en particulier en termes de nombre de victimes assistées par ses deux juristes. Ce nombre est ainsi passé de 18 personnes en 2015 à 31 en 2018.

Cette augmentation s'explique par plusieurs éléments, dont une campagne qui vise année après année à promouvoir notre Helpline dans l'espace public et sur les réseaux sociaux. Notre travail d'information auprès du réseau d'associations et de professionnels genevois porte également ses fruits. Sensibiliser, informer et détecter les situations d'exploitation sont en effet essentiels dans la lutte contre la traite des êtres humains. Pour que les victimes potentielles puissent être orientées vers le CSP, il est nécessaire qu'une première identification ait lieu. Or, une identification n'est possible que si le phénomène de la traite est compris et connu.

C'est ce travail d'information et de sensibilisation auprès de différents partenaires qui a permis, au fil des ans, d'assurer que le réseau nous adresse les situations d'exploitation qu'il soupçonne au niveau cantonal. Sur le plan national, la problématique de la traite a également été largement relayée en 2018, avec une campagne lancée par la Confédération sous la forme d'un bus d'information qui a sillonné la Suisse. Sa tournée s'achevait à Genève le 18 octobre dernier, à l'occasion de la Journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains. Nous y étions invités pour participer à l'animation du bus et informer la population.

Sur le plan juridique, l'augmentation du nombre de victimes soulève de nouvelles questions, en lien notamment avec la définition de l'infraction de traite et l'exploitation de la force de travail. Notre service entend développer son expertise pour apporter à la science juridique son éclairage sur cette problématique encore nouvelle.



© DR

AGIR À L'ÉCHELLE NATIONALE ET INTERNATIONALE

L'année 2018 a été marquée par la seconde évaluation par le GRETA* de la mise en œuvre en Suisse des obligations issues de la Convention européenne de lutte contre la traite. En parallèle, des organisations spécialisées dans la protection des victimes, dont le CSP, élaboraient un rapport alternatif dans le but de faire état des manquements de la Suisse dans ses engagements internationaux. Ce rapport était à nouveau l'occasion de pointer les lacunes qui existent aujourd'hui dans notre pays au niveau de la protection des victimes de traite inscrites dans une procédure d'asile.

Dans le cadre de son évaluation, une délégation du GRETA s'est rendue en Suisse pour s'entretenir avec les autorités et les acteurs de terrain actifs au plan national. Notre service l'a rencontrée à deux reprises : une première fois pour soulever avec les autres associations les points essentiels qui doivent encore être améliorés en Suisse et une deuxième fois, dans le cadre de la rencontre officielle de cette délégation avec le mécanisme genevois de coopération. Le rapport final du GRETA, avec ses recommandations, est attendu pour l'automne 2019.

*Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains du Conseil de l'Europe

60
PERSONNES
SUIVIES EN 2018

63
APPELS SUR
LA HELPLINE

L'AIDE DU CSP

S'ENGAGER POUR L'INSERTION ET CONTRE L'ISOLEMENT

Agir contre la précarité et défendre les droits des plus vulnérables sont dans l'ADN du CSP et de ses trois services de consultation. À cela s'ajoute un engagement actif pour favoriser l'inclusion, l'accueil et l'insertion de ces personnes dans des espaces refuges comme dans la société en général.

23

PERSONNES
EN EDS AU
31.12.2018

L'INSERTION AU CSP : UNE AFFAIRE D'ÉQUIPE

Sur les 22 personnes en emploi de solidarité (EDS) au CSP en 2018, sept étaient engagées dans un processus de formation menant à un CFC. Deux autres collaboratrices voyaient leurs efforts aboutir avec l'obtention d'un CFC de gestionnaire de commerce de détail.

69

PERSONNES
EN ACTIVITÉ DE
RÉINSERTION
(ADR)

La réinsertion professionnelle pour les personnes qui ont quitté le marché ordinaire de l'emploi pour une raison ou une autre est complexe. Elle exige de la part de ces personnes une grande énergie pour se former et poursuivre des recherches d'emploi dans un marché difficile, après de nombreux échecs.

17

PERSONNES
EN STAGE (OCE,
FONDATION IPT)

Pour accompagner ce processus, les collaborateurs et collaboratrices du secteur des ventes du CSP sont tous impliqués, quel que soit leur niveau

hiérarchique. Ce travail collectif permet d'offrir aux personnes en réinsertion un effet miroir quotidien sur le travail fourni, mais aussi la possibilité de prendre du recul grâce à des bilans réguliers. Cette posture « meta » est essentielle : elle permet un changement de perspective et, ce faisant, de devenir acteur de son parcours personnel et professionnel.

Ce travail d'accompagnement demande énormément de temps et d'engagement, mais également des compétences et des connaissances spécifiques. Clarifier les objectifs, définir les moyens à mettre en place et les indicateurs nécessaires à leur évaluation, travailler sur les temps courts pour la prise de conscience immédiate et les temps longs pour permettre le changement, sont autant de défis qui se posent au quotidien. Le Service de réinsertion du CSP a accompagné, en 2018, 108 personnes en insertion sociale ou professionnelle.



ATELIER GALIFFE : CONSTRUIRE LE CHANGEMENT

Centre de jour sans équivalent à Genève, l'Atelier Galiffe accueille des personnes qui sont confrontées à un profond isolement du fait de leur marginalité ou d'un trouble psychique. Trente-trois ans après son ouverture, l'atelier connaît de profonds changements.

Si la stabilité et la continuité sont essentielles à sa mission, c'est sous le signe du changement que l'Atelier Galiffe a construit l'année 2018. Changement d'équipe, d'abord : après 33 ans et 22 ans de services respectivement, Corinne Pigeon et Sylvie Mundler, qui figurent parmi les pionnières de Galiffe, partaient à la retraite. Elles ont été remplacées par Caroline Lacombe et Amy Peck.

Il va sans dire que la vie à l'atelier rencontrait là une déstabilisation dont il a fallu anticiper les contours. Changement de comportements, d'habitudes, de compétences, de personnalités... auquel s'ajoutera un changement de lieu, avec le déménagement de l'Atelier à la rue de la Coulouvrenière qui devrait se concrétiser en 2022.

Tout cela ne se passe pas sans heurts. Même si elle peut sembler palpitante pour certains, cette situation peut être le recueil d'angoisses pour d'autres. Comment faire dès lors ? Construire le changement !

Ça tombe bien, la créativité est dans l'ADN de l'Atelier Galiffe, qui s'attelle à maintenir un espace harmonieux pour offrir un accueil à toute personne qui le souhaite. La nouvelle équipe poursuit dans la même direction, en veillant en particulier à maintenir un accueil libre et inconditionnel ainsi qu'une accessibilité aisée. Elle encourage l'implication des personnes dans les projets afin que le sentiment d'appartenance reste bien ancré et que chacun puisse s'y reconnaître.

Afin de rendre cela visible, Camille Bierens de Haan, bénévole à l'atelier, a réalisé des capsules vidéo consacrées notamment à des témoignages de personnes fréquentant Galiffe (www.lesgensdegalliffe.ch).

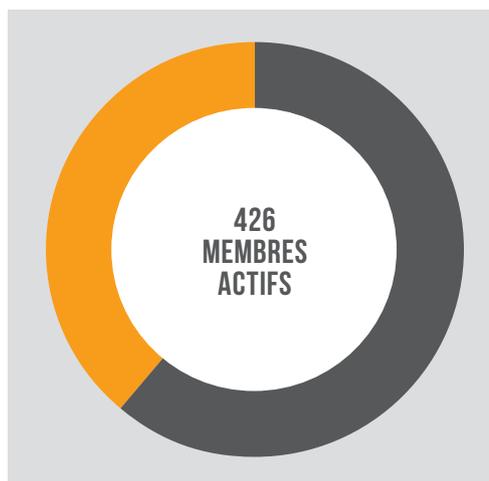
BEL ÂGE : SE RENCONTRER DANS UN ESPRIT DE CONVIVIALITÉ

Secteur d'activités pour seniors, Bel âge maintient et améliore la qualité de vie des personnes âgées en leur proposant des activités physiquement et intellectuellement stimulantes. Pour favoriser leur autonomie et lutter contre leur isolement.

Bel âge propose un panel d'activités dans le but de mobiliser les personnes afin qu'elles ne restent pas seules à domicile. Que les participants soient sportifs ou à mobilité réduite, qu'ils aiment la culture, les jeux de société ou l'aquagym, nous multiplions et diversifions les rencontres pour satisfaire les générations âgées de 55 à 100 ans.

En 2018, nous recensons 1620 participations aux 60 rencontres organisées. L'activité est importante en soi. Elle permet aussi de motiver les seniors à faire la démarche de se préparer et de sortir de chez eux, par n'importe quel temps. Ils auront ensuite du plaisir à revoir les membres connus, tout en appréciant l'activité proposée.

Nouveauté 2018, « Belle tablée » réunit ainsi régulièrement une vingtaine de personnes pour partager le repas de midi. C'est un moment de convivialité et de partage, tout en stimulant leur appétit.



VOTRE SOUTIEN

L'AIDE DES BÉNÉVOLES

En 2018, 154 bénévoles se sont impliqués dans des missions régulières ou ponctuelles dans de nombreux secteurs du CSP, ce qui représente environ 37 000 heures travaillées. Un grand merci à eux pour leur précieux engagement!

Le CSP est fier de pouvoir compter sur le soutien de ses bénévoles pour aider les personnes en situation précaire ou isolées. Durant l'année 2018, plus de 100 personnes ont manifesté un intérêt à devenir bénévole en participant à nos séances d'information mensuelles ou une entrevue individuelle. Au total, ce sont 154 personnes qui ont appuyé nos actions durant l'année. Leur rôle au CSP est indispensable.

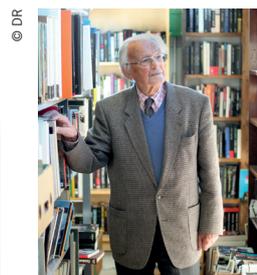
Quant à leur profil, il s'agit en grande partie de personnes de 55 ans et plus (77 %) qui apportent une expérience et une forte disponibilité. Au CSP, la participation des femmes au travail bénévole est deux fois plus élevée que celle des hommes. Cela mérite d'autant plus d'être relevé que, si le bénévolat informel des femmes (aide pour les proches et l'entourage) est élevé dans la société en général, leur engagement bénévole au sein d'organisations est généralement inférieur à celui des hommes.

Une étude publiée en 2018 par l'Institut Gottlieb Duttweiler (GDI) montre que les bénévoles sont davantage attirés aujourd'hui par des engagements à court ou moyen terme. Le CSP ne fait pas exception, puisqu'il accueille de plus en plus de personnes en insertion sociale pour lesquelles le bénévolat permet de retrouver une place dans la société.

Notre service doit être à l'écoute de ses bénévoles. Un questionnaire de satisfaction a ainsi été distribué en 2018 pour recueillir leur opinion. 54 % des personnes interrogées ont pris le temps d'y répondre.

Il ressort de cette enquête que, même si les motivations sont très variées, l'altruisme et la création de liens sociaux sont les raisons principales de leur engagement. Nos bénévoles apprécient également particulièrement de se sentir utiles par leur expérience de bénévolat.

Le retour de ce questionnaire nous a aussi permis de mettre en lumière les attentes de nos bénévoles. Parmi d'autres mentions figurent une meilleure information sur les activités du CSP et le souhait d'avoir plus d'interactions avec les autres bénévoles et les collaborateurs de l'association. Ces attentes contribueront à orienter le travail à venir du service.



© DR

© Lorette Ecoretti

NOS BÉNÉVOLES : LA CADETTE ET L'AÎNÉ

« Je suis bénévole à la Renfile de Meyrin depuis août 2018 dans le secteur des textiles. Je trie les vêtements que les gens donnent au CSP, puis je les range en magasin. J'aime ce travail, parce que je sais que ce que je fais sert une bonne cause. Je m'intéresse aussi beaucoup au recyclage des vêtements et j'apprécie vraiment de pouvoir leur donner une seconde vie. Le CSP m'apporte de l'expérience, autant dans la vente que dans l'organisation, et je trouve ça bien de pouvoir accomplir quelque chose de constructif à côté de mes études. »

**Emilie Berthouzoz, 17 ans,
bénévole à la Renfile de Meyrin**

« Avec mon épouse, j'ai été l'un des premiers bénévoles du rayon livres du CSP. De 150 bouquins, j'ai vu le rayon augmenter jusqu'à plusieurs milliers. Aujourd'hui, il occupe la moitié du premier étage de la Renfile de Plan-les-Ouates et l'équipe de bénévoles qui s'en charge compte 13 personnes. Après 31 années de bénévolat, je trouve toujours un grand plaisir à classer et à évaluer ces livres, et à partager cette tâche avec mes collègues. J'aime être en contact avec les livres et les personnes qui les aiment. C'est aussi une manière de garder une vue toujours nouvelle sur la vie intellectuelle et l'évolution de la société. Puisse cette activité se poursuivre sous les meilleurs auspices. »

**Marc Nicole, 95 ans,
bénévole à la Renfile de Plan-les-Ouates**

VOTRE SOUTIEN

REMERCIEMENTS AUX AUTORITÉS PUBLIQUES

En 2018, le CSP a bénéficié de subventions publiques représentant près de 8 % de ses produits. La Ville de Genève et le Canton soutiennent également l'action du CSP par le biais de subventions non monétaires.

CANTON DE GENÈVE

- › Subvention monétaire de CHF 636 882 du Département de l'emploi, des affaires sociales et de la santé (DEAS) pour le contrat de prestations.
- › Subvention monétaire de CHF 6 435 du Département de l'emploi, des affaires sociales et de la santé (DEAS) pour le contrat de prestations. Complément 2016, loi 11916.
- › Subvention monétaire de CHF 60 000 du Département de l'emploi, des affaires sociales et de la santé (DEAS) pour le programme cantonal de lutte contre le surendettement.
- › Subvention non monétaire de CHF 12 663 du Département de l'emploi, des affaires sociales et de la santé (DEAS) pour la mise à disposition du terrain et du bâtiment de l'Atelier Galiffe.
- › Subvention non monétaire de CHF 84 000 du Département de l'emploi, des affaires sociales et de la santé (DEAS) pour la mise à disposition des locaux du Vestiaire social à Lancy.

VILLE DE GENÈVE

- › Subvention monétaire de CHF 50 000 du Département de la cohésion sociale et de la solidarité (DCSS) en faveur du Vestiaire social.
- › Subvention monétaire de CHF 64 275 du Département des finances et du logement en faveur du Vestiaire social.
- › Subvention non monétaire de CHF 11 942 du Département de la culture et du sport pour l'utilisation des piscines (Bel âge).



BILAN ET COMPTE D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE 2018

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2018

ACTIF	2018	2017
ACTIF CIRCULANT	CHF	CHF
LIQUIDITÉS		
Caisses	7 875.97	12 292.40
Compte de chèques postaux	1 148 227.80	349 591.05
Comptes courants bancaires	719 904.87	589 390.71
	1 876 008.64	951 274.16
CRÉANCES		
Débiteurs - prestations à des tiers	93 797.81	213 185.24
Débiteurs -prêts aux usagers	12 505.05	19 312.50
Impôt anticipé	27 332.08	21 356.32
Compte courant Fondation des Gouttes	2 319.55	0.00
	135 954.49	253 854.06
PLACEMENTS		
Titres en portefeuille	2 615 576.35	3 371 573.74
	2 615 576.35	3 371 573.74
COMPTES DE RÉGULARISATION DE L'ACTIF		
Frais payés d'avance et produits à recevoir	264 944.63	490 313.77
	264 944.63	490 313.77
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT	4 892 484.11	5 067 015.73
ACTIF IMMOBILISÉ	CHF	CHF
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		
Dépôts de garantie	11 357.55	11 356.45
	11 357.55	11 356.45
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES AFFECTÉES		
Portefeuille de titres en nue-propriété	0.00	29 000.00
	0.00	29 000.00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
Installations, machines et mobilier	850 358.57	818 955.91
Matériel informatique	535 635.16	527 751.16
Véhicules	751 955.40	751 955.40
./. Fonds d'amortissement	(1 813 646.64)	(1 587 439.08)
Sous-total	324 302.49	511 223.39
Renfile Meyrin	4 800 000.00	4 800 000.00
Renfile Plan-les-Ouates	703 403.52	703 403.52
Projet immobilier Plan-les-Ouates	354 481.70	352 681.70
./. Fonds d'amortissement	(1 743 450.90)	(1 601 058.75)
Sous-total	4 438 736.81	4 766 249.86
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	4 450 094.36	4 806 606.31
TOTAL DE L'ACTIF	9 342 578.47	9 873 622.04

PASSIF	2018	2017
CAPITAUX ÉTRANGERS À COURT TERME	CHF	CHF
AUTRES DETTES		
Fournisseurs	95 242.92	156 233.25
Créanciers divers	120 423.56	92 442.66
Créanciers « usagers »	154 394.27	176 097.62
Compte courant Fondation des Gouttes	0.00	13 701.25
Compte courant Fondation Nicolas Bogueret (FNB)	0.00	0.00
Compte courant CARITAS - Nouveau vestiaire	0.00	11 926.56
Prêt FNB pour projet PLO	400 000.00	400 000.00
	770 060.75	850 401.34
COMPTES DE RÉGULARISATION DU PASSIF ET PROVISIONS		
Frais généraux à payer et produits reçus d'avance	347 309.61	298 673.04
	347 309.61	298 673.04
TOTAL DES CAPITAUX ÉTRANGERS À COURT TERME	1 117 370.36	1 149 074.38
CAPITAUX ÉTRANGERS À LONG TERME		
Subventions non dépensées à restituer à l'Etat à l'échéance du contrat de prestations	0.00	0.00
TOTAL DES CAPITAUX ÉTRANGERS À LONG TERME	0.00	0.00
PROVISIONS		
Provisions diverses	0.00	0.00
TOTAL DES PROVISIONS	0.00	0.00
FONDS AFFECTÉS		
Fonds pour activités propres et de soutien	1 145 214.70	1 453 020.89
Part des Fonds pour activités propres et de soutien finançant des prêts	10 777.00	18 745.30
Fonds affectés - Loubaresse	22 699.27	22 699.27
Fonds affectés aux financements des immobilisations corporelles	4 370 134.46	4 661 716.35
TOTAL DES FONDS AFFECTÉS	5 548 825.43	6 156 181.81
CAPITAL DE L'ORGANISATION		
Capital de fondation	10 000.00	10 000.00
Capital libre généré	556 653.86	556 653.86
Réserve de régulation	2 099 580.54	1 933 381.81
Réserve titres grevés d'un usufruit	0.00	29 000.00
Résultat au bilan de la période quadriennale:		
- Résultat cumulé depuis le 1 ^{er} janvier 2017 période quadriennale 2017/2020 (contrat de prestations)	39 330.18	0.00
- Résultat de l'exercice	(29 181.90)	39 330.18
TOTAL CAPITAL DE L'ORGANISATION	2 676 382.68	2 568 365.85
TOTAL DU PASSIF	9 342 578.47	9 873 622.04

BILAN ET COMPTE D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE 2018

COMPTE D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2018

	EXERCICE 2018	BUDGET 2018	EXERCICE 2017
RECETTES D'EXPLOITATION	CHF	CHF	CHF
Dons et appels annuels	999 747.52		1 210 151.53
Subventions cantonales DEAS	703 317.00		709 815.00
Subventions Ville de Genève	126 217.00		227 907.00
Subventions Eglise Protestante de Genève	30 000.00		30 000.00
Dons Budget des Autres	19 836.00		30 790.50
Dons Fondation Gourgas	40 000.00		30 000.00
Dons Fondation Hélène et Victor Barbour	70 000.00		35 000.00
Dons de la Loterie Romande (LORO)	0.00		60 000.00
Dons Fondation B + C De W	100 000.00		100 000.00
Don de la Fondation Baur	20 000.00		20 000.00
Don Fondation Philantropique famille Firmenich	20 000.00		0.00
Dons solidarité	17 087.50		43 950.50
Don Traite Fondation OAK	45 183.30		175 195.00
Don pour fonds OAK	0.00		29 937.50
Dons Fondation Nicolas Bogueret	0.00		160 000.00
Dons Fondations privées	1 000 000.00		1 442 000.00
Dons Fonds Nouveau Vestiaire Social	0.00		67 479.36
Don Mangeons Ensemble	624.00		5 948.00
Don Sesam	20 000.00		0.00
Autres dons	66 314.35		92 581.60
Sous-total des dons et subventions	3 278 326.67	2 830 157.00	4 470 755.99
Recettes d'activités et d'exploitation	4 133 945.43	3 965 000.00	3 993 109.27
Contributions cantonales aux EDS	849 737.75	941 264.00	794 065.25
Contribution de la Fondation Nicolas Bogueret	120 000.00	120 000.00	120 000.00
Autres produits	71 943.62	135 146.00	68 594.04
Total des Recettes d'exploitation	8 453 953.47	7 991 567.00	9 446 524.55
CHARGES D'EXPLOITATION	CHF	CHF	CHF
Frais de personnel	7 093 835.69	7 153 555.00	6 456 406.14
Frais généraux	968 552.91	1 009 166.00	987 335.65
Frais d'exploitation	54 831.40	86 300.00	59 490.16
Frais d'activités	249 423.49	295 200.00	268 968.45
Charges pour collecte de fonds	98 372.55	139 900.00	98 931.94
Participations diverses	2 000.00	2 000.00	2 000.00
Bons d'achat et entraide	33 046.46	28 000.00	20 981.20
Amortissements des immobilisations corporelles	368 599.71	5 250.00	358 845.07
Total charges d'exploitation	8 868 662.21	8 719 371.00	8 252 958.61
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	CHF	CHF	CHF
Prestations accordées par les fonds pour activités propres et de soutien	619 840.42		480 561.00
Affectations de dons pour les activités du service social	5 000.00	5 000.00	5 000.00
Total autres charges d'exploitation	624 840.42	5 000.00	485 561.00
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(1 039 549.16)	(732 804.00)	708 004.94

	EXERCICE 2018	BUDGET 2018	EXERCICE 2017
REPORT RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(1 039 549.16)	(732 804.00)	708 004.94
PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	CHF	CHF	CHF
Produits financiers	2.32		1.80
Charges financières et frais banques/CCP	(40 094.73)	(25 250.00)	(23 714.55)
Plus (moins)-values nettes non réalisées	(137 867.76)		131 903.07
Résultat financier net sur placements	58 656.98	40 000.00	42 133.96
Total produits et charges financiers	(119 303.19)	14 750.00	150 324.28
PRODUITS ET CHARGES EXTRAORDINAIRES	CHF		
Dons extraordinaires et legs	891 388.32		1 945 398.23
Produits sur exercices antérieurs	17 977.02		7 633.35
Charges sur exercices antérieurs	(42 482.05)		(46 922.59)
Autres charges exceptionnelles	0.00		0.00
Autres produits exceptionnels	0.00		0.00
Total produits et charges extraordinaires	866 883.29	0.00	1 906 108.99
RÉSULTAT AVANT VARIATION DES FONDS AFFECTÉS	(291 969.06)	(718 054.00)	2 764 438.21
RÉSULTAT VARIATION DES FONDS AFFECTÉS	CHF	CHF	CHF
Mouvements des fonds affectés pour activités propres et de soutien :			
- Utilisation des fonds	1 496 495.52		348 964.86
- Attribution aux fonds	(1 415 236.40)		(870 222.85)
Mouvements des fonds affectés au financement des immobilisations :			
- Utilisation des fonds	432 806.77		1 064 860.63
- Attribution aux fonds	(85 080.00)		(2 038 366.61)
Mouvements du fonds Loubaresse :			
- Utilisation partielle du fonds Loubaresse	0.00	8 500.00	5 134.17
- Dotation aux fonds Loubaresse	0.00		0.00
Total résultat fonds affectés	428 985.89	8 500.00	(1 489 629.80)
RÉSULTAT ANNUEL (AVANT ALLOCATION AU CAPITAL DE L'ORGANISATION)	137 016.83	(709 554.00)	1 274 808.41
ALLOCATION/UTILISATION	CHF	CHF	CHF
Dissolution de la réserve de régulation	723 974.75	644 460.00	279 920.00
Attribution à la réserve de régulation	(890 173.48)		(1 515 398.23)
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE	(29 181.90)	(65 094.00)	39 330.18

REMERCIEMENTS

AUX PARTENAIRES ET DONATEURS

Merci à tous les donateurs dont le soutien – petit ou grand – nous permet de poursuivre nos actions.

Merci aux pouvoirs publics et aux institutions publiques et privées qui nous ont versé des subventions.

Merci aux personnes qui ont fait un legs au CSP.

Merci aux entreprises et aux institutions ayant apporté un soutien au CSP et au Vestiaire social, parmi lesquelles: Aeschbach Chaussures, Anthracoke Caloritas SA, Banque Cantonale de Genève, Banque Privée Bordier & Cie, Brolliet SA, Brunshwig & Cie SA, Capital Group, Carasso-Bossert SA, Copropriété Cressy ABC, Coskyn SA, De Sens Sàrl, Ecobatir SA, Elbaron SA, EMC Gestion de Fortune SA, Hirt Ingénieurs Associés SA, Ingeni SA, IPSA Investissements Privés SA, Jérôme SA, Kiwanis Genève, La Macav, Maison de la Réformation SA, Naef Immobilier, Ralph Lauren Europe Sàrl, Rolex SA, Securelec SA, Services industriels de Genève, Simon Studer Art SA.

Merci aux entreprises et aux institutions qui ont œuvré bénévolement en faveur du CSP et du Vestiaire social: Aumônerie d'Uni Mail, Association des Hongrois de Genève, Bacardi Martini BV, Boston Consulting Group, Caterpillar, Chemours International Operations Sàrl, COFCO Ressources SA, Cycle de Bois-Caran, Cycle de Pinchat, DUPONT Speciality Products Operations Sàrl, Ecole de Culture générale Ella-Maillart, Ecole Persiaux, Firmenich SA, Hôtel Bernina, JP Morgan (Suisse) SA, JTI, L'Oréal, Migros Genève, Mission des Emirats Arabe Unis auprès de l'ONU, Opus One, Procter et Gamble, Robert Half, Société des Italiens de Genève, Société générale, Total SA, UBS SA, UNHCR, Unité Jamm, Wavestone.

Merci aux donateurs du fonds Budget des Autres (CHF 19 836 recueillis en 2018). Ce fonds nous a permis de dépanner tout au long de l'année des familles et des personnes en situation précaire.

Merci aux paroisses ayant apporté un soutien financier au CSP en 2018: Anières-Vésénaz, Bernex-Confignon, Carouge, Champagne, Champel-Malagnou, Cinq-Communes, Couture de la Paroisse Protestante, Mandement, Meyrin, Onex, Saint-Pierre Fusterie, Troinex-Veyrier.

Merci également à l'Eglise protestante de Genève qui nous soutient depuis toujours, ainsi qu'à l'Eglise française réformée de Bâle, l'Eglise luthérienne allemande et l'Eglise réformée française de Zurich.

Merci aux villes et communes ayant apporté un soutien financier au CSP en 2018: Aire-la-Ville, Anières, Avusy, Carouge, Céligny, Chêne-Bourg, Choulex, Collonge-Bellerive, Cologny, Confignon, Grand-Saconnex, Jussy, Laconnex, Lancy, Meinier, Meyrin, Onex, Plan-les-Ouates, Pregny-Chambésy, Puplinge, Russin, Satigny, Troinex, Vandœuvres et Veyrier.

Merci à la Fondation Nicolas Bogueret.

Nous remercions les fonds et fondations grâce auxquels nous avons pu aider les personnes en difficulté ou financer des projets spécifiques: A.B., Alfred & Eugénie Baur, Alice et Karl Schenkel-Wagner, André et Cyprien, B. et C. de W., Barbour-Bagatelle, Edmond J. Safra, Fondation de Bienfaisance de la Banque Pictet & Cie, Fondation Philanthropique Famille Firmenich, Fondation privée, Gourgas, OAK, Pierre Demaurex, Sesam.

CENTRE SOCIAL PROTESTANT
RUE DU VILLAGE-SUISSE 14
CASE POSTALE 171
1211 GENÈVE 8
CCP 12-761-4
IBAN CH41 0900 0000 1200 0761 4

